

EDITORIAL



Par **Simon Uzenat**
Délégué fédéral au Projet

Un projet européen pour l'Europe

Après l'ébullition démocratique pour le référendum sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe, les Français vont de nouveau être plongés au cœur des enjeux européens entre le 1^{er} juillet prochain, début de la présidence française de l'Union européenne, et juin 2009, temps des élections européennes. Dans un contexte favorable à l'émergence de discours et d'idées sur l'avenir de l'Union, il nous appartient, en tant que socialistes historiquement dépositaires d'une vision politique continentale, de proposer des (ré)orientations claires du projet et des politiques européennes axées autour d'une vision proprement européenne de notre avenir commun.

Fruit du compromis européen, le traité de Lisbonne, signé en décembre dernier, a été le premier outil d'une relance rendue nécessaire sur un plan politique et institutionnel après les non français et néerlandais car, sous réserve de sa ratification, il offre enfin à l'Europe les moyens d'affronter plus sereinement les défis du XXI^{ème} siècle.

Il faut désormais passer à une deuxième étape, celle de la définition d'un véritable projet européen pour l'Europe, qui transcende les clivages nationaux, pose les questions fondamentales du modèle de développement européen et de la place de l'Europe dans le monde. L'objectif est de ne plus subir les mutations qui travaillent le monde contemporain : accélération de la mondialisation, émergence de nouvelles puissances au-delà de l'espace atlantique, retour de la géopolitique, dérèglements du système financier international...

De nombreux sujets fondamentaux seront abordés au cours des mois prochains : réforme de la PAC, révision des perspectives financières, immigration, énergie, environnement. D'autres devront aussi faire l'objet d'une attention particulière compte tenu des attentes des citoyens en matière d'emploi, de pouvoir d'achat et de leurs inquiétudes face à une mondialisation porteuse d'incertitudes et de division internationale du travail. La Stratégie de Lisbonne devra ainsi être largement revue et dotée de véritables moyens budgétaires adaptés aux objectifs d'une compétitivité européenne au plan international, fondée sur "le triangle de la connaissance" (enseignement supérieur, recherche et innovation).

Dans ce cadre, la présidence française ne saurait être "la présidence des intérêts français en Europe". D'une importance stratégique, elle est une occasion unique de faire évoluer les pesanteurs, les tensions et les rapports de force qui structurent une Union en mal de projet et de leadership. Elle pourra ainsi remettre la France au cœur d'une dynamique européenne basée sur la confiance et le travail collectif. En tant que socialistes, notre responsabilité est de contribuer à cet effort de "décentrement" politique en construisant un véritable Parti socialiste européen, première arène de notre reconquête européenne.

Union européenne Le PS force de propositions

L'actualité européenne revient au premier plan (édito, pages 1, 2 et 4) : contribution de la Région Bretagne à la réforme de la PAC en mai/juin, présidence française de l'Union Européenne à partir du 1^{er} juillet (avec des rencontres à Brest et Rennes), sommet du réseau mondial nrg4SD sur le "changement climatique" en octobre à Saint-Malo, validation en novembre du Manifeste des socialistes européens (PSE) pour les élections européennes de juin 2009... Pour commencer ce numéro, Le Rappel publie ci-dessous un extrait du Mémoire adressé au Président de la République par la Délégation socialiste française au Parlement européen (propositions pour la présidence française - disponible sur www.ps56.fr).

Les services publics occupent une place essentielle dans notre société : garants de la cohésion sociale, économique et territoriale, au service de l'intérêt général, ils sont aujourd'hui fragilisés par l'incapacité du droit communautaire à garantir la diversité des modèles nationaux de service public et d'incessants empiètements du droit de la concurrence dans la sphère publique. Les services publics ont besoin de clarification et de sécurité juridique. Seule leur inscription en droit positif européen peut-être de nature à en garantir la spécificité et les objectifs d'intérêt général.

Alors même que le combat des avocats du service public vient d'aboutir par l'inscription d'un article 14 dans le traité de Lisbonne permettant de légiférer dans ce domaine, le Président Barroso se refuse toujours à mettre en œuvre cette disposition au motif que les législations sectorielles suffisent à protéger les services publics.



Parti socialiste européen
Délégation socialiste française

La position des socialistes français en faveur d'une directive-cadre transversale ne procède d'aucun esprit de système ou d'aucune posture doctrinaire mais d'une nécessité de clarification et de sécurisation juridique de quelques grands concepts insuffisamment précisés et partagés au plan européen. Il en va ainsi de la reconnaissance des régies directes des délégations de service public dans toute leur vérité, du rôle des structures intercommunales, de la sauvegarde du principe de péréquation tarifaire, du financement du logement social et de la santé publique en regard des tentatives de banalisation du Livret A et du régime des aides d'Etat. **Puisque le futur traité de l'Union nous offre enfin l'opportunité d'une clarification**

juridique, nous pensons que la Présidence française doit en faire l'une de ses priorités. Le Parti socialiste européen tient à sa disposition la maquette d'une directive-cadre qu'il a rédigée dans cette perspective à notre initiative.

En outre, cette clarification juridique apparaît d'autant plus urgente, en regard du droit de la concurrence et du régime des aides d'Etat, que les différentes formes de Partenariats Publics Privés (PPP) existant en Europe peuvent contribuer de façon décisive aux développements des grands programmes d'infrastructures et d'équipements nationaux et européens. Dans les domaines de la recherche, comme celui des réseaux trans-européens de transport et d'énergie, la mise en œuvre de PPP juridiquement encadrés et sécurisés, apparaît comme l'une des conditions de mise en œuvre et de réussite de la stratégie de Lisbonne.

Fête de la Rose du Parti socialiste

Jeudi 1^{er} Mai 2008

Parc de Locastel - Ancienne Halle des Forges à Inzinzac-Lochrist

Nouveaux horaires

Interventions politiques de 15h00 à 16h30
16h30 : Bal populaire - 18h30 : Apéritif - 19h30 : Repas

En présence notamment de :

François Hollande et **Jean-Yves Le Drian**

Premier secrétaire national

Président
de la Région Bretagne

La Délégation socialiste française au PSE et les députés européens de l'Ouest

Site internet de la délégation socialiste française au PSE : <http://www.d-s-f.net/>

Les coordonnées des députés européens de l'Ouest

Bernard Poignant
Président de la DSF
Courriel : bpoignant@europarl.eu.int
Site internet : www.europinion.org

Roselyne Lefrançois
Courriel : roselyne.lefrancois@europarl.europa.eu

Stéphane Le Foll
Courriel : slefol@europarl.eu.int
Site internet : www.lefoll.net

Yannick Vaugrenard
Courriel : yvaugrenard@europarl.eu.int
Site internet : www.yannick-vaugrenard.fr

Bernadette Vergnaud
Courriel : bvergnaud@europarl.eu.int
Site internet : www.bernadette-vergnaud.fr

Le GECT, nouvel instrument du Comité des Régions

Le Groupement européen de coopération territoriale (GECT) est un nouvel instrument européen permettant aux collectivités régionales et locales de différents Etats membres d'établir des groupements de coopération dotés d'une personnalité juridique. Créé pour faciliter la gestion de projets transfrontaliers, transnationaux et régionaux, comme ceux liés au développement économique, à la protection de l'environnement, à la mobilité et aux services de santé, il est le résultat d'une collaboration politique interinstitutionnelle. Initiée par le Comité des Régions, cette réalisation est un exemple concret de l'influence du Comité sur l'agenda politique de l'Union européenne.

Plus d'infos sur le Comité des Régions sur www.cor.europa.eu

Coordonnées du PSE

PES - Rue du Trône, 98
1050 Bruxelles - Belgique
Tel: +32 2 548 90 80
Fax: +32 2 230 17 66
Site : www.pes.org
Courriel : info@pes.org

UNION EUROPÉENNE

Les Fédérations du PS préparent le Manifeste du PSE

Le 9 avril, les fédérations du parti étaient invitées à participer à une journée de travail à Bruxelles co-organisée par le PSE, la Délégation socialiste française au Parlement européen (DSF), et le secrétariat international du PS. En présence de Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral - il s'agissait d'échanger sur la présidence française de l'Union Européenne (2e semestre 2008) et la préparation des prochaines élections européennes de juin 2009.

Le PS français œuvre depuis longtemps pour que le PSE devienne un véritable parti, avec des militants actifs. Depuis maintenant quelques mois, chaque militant des différents partis membres du PSE peut se faire recenser comme "militant du PSE" sur le site web du PSE www.pes.org.

La préparation des prochaines élections européennes est une nouvelle étape de cette transformation du PSE. Par le passé, à chaque élection européenne, le PSE adoptait une plate-forme négociée entre les directions des partis. Depuis le conseil du PSE de Sofia, en novembre 2007, chaque militant des partis membres peut contribuer directement à la préparation et à la rédaction du programme du PSE appelé "manifeste", et ce jusqu'au 31 mai 2008. Déjà plus de 100 000 personnes ont visité et contribué au site qui centralise les textes www.manifesto2009.pes.org.

La réunion des fédérations, du secrétariat international et de la DSF du Parti socialiste avait pour principal objet d'associer et d'approfondir la participation des structures du parti à ce processus. Comme le dit Alain Richard, "c'est maintenant où jamais que l'on peut passer de la parole à l'acte".



Kader Arif, secrétaire national aux Fédérations, Philip Cordery, secrétaire général du PSE, Bernard Poignant, président de la DSF et Alain Richard, vice-président du PSE furent les principaux orateurs de la journée.

Nos concitoyens font souvent de l'Europe le bouc émissaire de leur mécontentement. Il s'agit pour nous de démontrer clairement que c'est la droite, aujourd'hui majoritaire en Europe, qui est l'auteur de cette mauvaise politique, et qu'en conséquence, c'est elle qui doit être sanctionnée. Les propositions du PSE pour une Europe plus juste ont besoin de la contribution de chaque adhérent socialiste. Alors que la France prendra la présidence de l'Union européenne et que Sarkozy exploitera ce moment pour redorer sa propre présidence, il faut démontrer que la gauche est mieux placée pour relever tous les défis européens.

Au cours de la journée, plusieurs responsables fédéraux ont exprimé

la difficile perception de l'action de l'Union européenne localement. L'importance de la pédagogie a été soulignée. La nécessité de dénouer la contradiction entre le ressenti ou le vécu de certaines catégories de populations ou de métiers volontiers eurosceptiques et le fait qu'elles "vivent de l'Europe", le désir de mieux identifier les responsables politiques socialistes en Europe, particulièrement le ou la prochain candidat(e) à la présidence de la Commission européenne, l'importance de l'implication des élus, la nécessité de dépasser les manifestations événementielles pour s'inscrire dans un travail de plus long terme, telles sont les pistes qui ont été explicitement évoquées au cours de ce séminaire de travail.

Les responsables fédéraux souhaitent que soit mieux mise en évidence l'articulation entre choix européens et politiques régionales, ce qui permettrait plus de convergences, plus de coopération et plus de compréhension.

Au-delà des seules élections européennes, il y a la volonté de faire plus de politique au niveau de l'Union européenne. Beaucoup de travail en perspective !

Pierre Kanuty - Chargé de mission Secteur international

Rejoignez le PSE et participez à l'élaboration du Manifeste pour 2009

Dans le cadre de l'élaboration du Manifeste pour 2009, le site internet du PSE a ouvert un espace de consultation intitulé "Yourspace". Voici le texte de la brochure téléchargeable...

Une grande ambition

Le PSE a une grande ambition : faire en sorte que tous les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes puissent présenter un programme progressiste commun lors des prochaines élections. Un programme qui offre aux électeurs un choix clair entre la gauche et la droite, entre le Parti socialiste européen et les conservateurs, libéraux et extrémistes européens. Un programme rédigé grâce à une discussion et un débat ouverts. Exprimez-vous sur les 4 thèmes de la consultation : **la nouvelle Europe sociale, Sauvons notre planète, l'Europe dans le monde et Démocratie et diversité européenne.**

Comment le programme sera-t-il élaboré ?



La consultation se déroule jusqu'en juin 2008. Un projet de programme sera ensuite élaboré sur la base de cette consultation et de discussions au sein du PSE. Enfin, le Conseil du PSE adoptera le programme fin 2008.

Comment participer à la consultation ?

Participez à la consultation en ligne sur **Yourspace** <http://manifesto2009.pes.org>. Vous aurez l'occasion d'y apporter vos commentaires, vos opinions et de partager vos idées. Lancez votre blog dans

vos propres langues, dans votre propre ville ou organisation. Postez vos vidéos sur notre chaîne YouTube. Faites participer votre parti ou organisation au niveau local au débat sur le programme du PSE. Demandez à votre parti national ce qu'il fait pour garantir la participation des militants aux discussions sur le programme.

Devenez militants du PSE : <http://activists.pes.org>. Participez aux débats des militants du PSE et créez votre groupe local !

Yourspace est une consultation ouverte sur les priorités et politiques progressistes dans le cadre de l'élaboration du programme du Parti socialiste européen pour les élections de juin 2009.

Plus d'infos auprès de la Fédération.

HISTOIRE & MEMOIRE

Recherche socialiste. Trajectoires militantes et réseaux socialistes dans le Morbihan

Dans son dernier numéro de *Recherche socialiste*, l'*Ours* publie les actes du colloque organisé par François Prigent en septembre 2007, qui portait sur les réseaux socialistes dans le Morbihan au XX^{ème} siècle. Cet ouvrage est disponible à la Fédération au prix 10 euros. Ci-dessous, un entretien avec Alain Bergounioux - Président de L'Ours, sur l'intérêt d'une telle étude.



Deux questions à Alain Bergounioux (historien, Secrétaire national aux études du PS et Président de l'Office universitaire de

recherche socialiste).

Quels sont les apports de ce dossier spécial sur les réseaux socialistes du Morbihan ?

L'intérêt des articles présentés dans la revue est double. Tout d'abord, les études locales fouillant les cycles de l'implantation socialiste et les spécificités des cultures, pratiques et filières militantes à l'échelle d'un département, enrichissent la connaissance de l'histoire globale du Parti Socialiste, désormais séculaire.

Ainsi, le Morbihan sert de laboratoire à l'exploration des réseaux socialistes français, de par ces articles qui mêlent synthèses et premiers résultats de recherches en cours. C'est d'ailleurs une

vocation de l'*Ours*, depuis sa fondation, que d'apporter une contribution intellectuelle et/ou matérielle à ce type d'initiative.

Vue de Paris, quelle est la spécificité principale de l'histoire de la fédération du Morbihan ?

En portant l'attention sur un département dont de grands espaces restent encore "allergique" au socialisme, c'est la nature d'un parti et de son message qui se trouvent questionnés. On mesure le poids de certains réseaux (milieux enseignants, trajectoires d'élus, franges chrétiennes progressistes, mondes syndicaux et associatifs), mais surtout l'extrême diversité des engagements socialistes qui ne passent pas tous par la structure partisane.

En une centaine de pages, les participants à

la journée d'études ont défriché ce terrain d'histoire. Cette initiative doit maintenant être prolongée : producteur d'intelligence collective, un parti est aussi porteur d'un patrimoine historique commun, à mettre en valeur, dont les militant(e)s doivent se saisir.



Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

L'euthanasie : solution juste ou débat tronqué

De nombreux cas d'euthanasie nourrissent les médias en ce moment, relançant ainsi le débat sur le droit à mourir. L'un des plus retentissants remonte au cas Humbert, que le législateur a essayé de régler avec la loi Leonetti différenciant le "faire mourir" et le "laisser mourir". Le premier étant toujours considéré comme illégal, le deuxième servant de lutte contre l'acharnement thérapeutique.

Pour autant, cette loi n'a pas tout réglé et n'a fait que mettre entre parenthèses un sujet complexe. En effet, dès le moindre cas, le débat recommence, en témoigne la cas de Chantal Sebire.

Il nous faut, pour y répondre, sortir de l'émotion et poser les termes du débat :

Le premier est lié à l'organisation de la médecine : en effet, l'euthanasie est souvent vue comme un moyen d'échapper à la douleur de la maladie. Il existe pourtant des alternatives grâce à certains ser-

vices hospitaliers : les unités de soins palliatifs. Malheureusement, celles-ci sont souvent mal considérées, car perçues comme des mouriroirs.

Ensuite, il y a souvent volonté de la part du malade de rester chez soi pour mieux vivre sa maladie, entouré de ses proches. Le maintien à domicile s'avère alors difficile, faute de personnel suffisant et correctement rémunéré.

Malgré la présence d'une réponse médicale -aussi perfectible soit-elle-, le débat risque de persister et le laisser en l'état pose question.

En effet, l'euthanasie se pratique sans aucun contrôle et selon l'implication des médecins. Le tribunal devant, après, juger de telles affaires, acquitte presque systématiquement. Quelle crédibilité de la loi cela amène-t-il ? Dans le même temps, des personnes moins bien intentionnées se sont servies de ce débat pour accomplir des actes condamnables. C'est, par exemple, le cas de Christine Malèvre, infir-

mière, qui s'est réfugiée derrière l'euthanasie pour justifier une série de meurtres commis dans un hôpital.

Ce genre d'affaires n'est pas étonnant : si cela se pratique dans le secret, les dérives y sont plus faciles.

Dans le même temps, d'autres exemples nous montrent qu'une réponse est possible sans entraîner ni eugénisme, c'est-à-dire une suppression des personnes considérées comme inutiles, ni dérive concernant par exemple des enfants avides d'héritage.

Le cas de la Belgique, et de la Suisse dans une moindre mesure, doit nous interpeller sur le fait que si de telles mesures sont bien encadrées, avec présence d'un médecin voir d'une assistante sociale dans la prise de décision, cela permet de répondre à ce besoin avec toujours, en contre-partie, le choix d'une alternative crédible par la présence d'unités de soins palliatifs efficaces.

Jeremy Gaultier
Animateur fédéral

Conseillers généraux de gauche : les sièges dans les Commissions

Commission n° 1
Finances, budget, administration et ressources des services :
Jean-Marie Chadouteau
Yves Lenormand
Pierre Pouliquen

Commission n° 2
Infrastructures, aménagement du territoire et mobilité
Henri Le Dorze
Béatrice Le Marre
Loïc Le Meur
Yves Brien (DVG)

Commission n° 3
Développement économique, innovation et emploi
Norbert Métairie
Hervé Pellois
Gérard Perron (PCF)

Commission n° 4
Actions sociales, solidarités, habitat et logement
André Gall
François Hervieux
Serge Moëlo
Thérèse Thiéry (DVG)

Commission n° 5
Jeunesse, éducation, sport et culture
Émile Jetain
Joël Labbé (DVG)
Christian Perron (PCF)

Le PS participe à Ar Redadeg...

Cette année se déroule la 1^{ère} édition de Ar Redadeg, une course à pied en Bretagne. Chaque édition soutiendra une association ou un projet oeuvrant pour la langue bretonne. Pour cette première, c'est le réseau d'enseignement Diwan, à l'occasion de son 30^{ème} anniversaire, qui bénéficiera du soutien. Durant trois jours et trois nuits, du 30 avril au soir au 3 mai, des coureurs à titre particulier ou représentant des associations, des entreprises, etc. parcourront 600 km, sans interruption, au cours desquels un témoin, symbole de la culture bretonne, passera de main en main.

La course a pour but, outre de faire parler de la langue bretonne, de collecter de l'argent, notamment sur le principe d'une vente au km.

Le Parti socialiste en Bretagne sera impliqué puisque **Frédéric Bourcier - Premier secrétaire fédéral d'Ille-et-Vilaine** - portera le témoin pour représenter les quatre Fédérations socialistes ainsi que le groupe socialiste au Conseil régional, chacun finançant 3 km...

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 18 avril - Lorient

Rencontre avec la CFDT Morbihan
Conseil d'installation Cap L'Orient

Judi 1^{er} mai - Inzinzac-Lochrist
Fête de la Rose de la Fédération

Actualité

Pour 100 000 euros, t'as pus rien !

Vous vous souvenez, sans doute, de la fracassante annonce de Jean Louis Borloo en 2006 qui proposait à tous les Français qui le souhaitent d'acquérir une maison à 100 000 euros. Il s'était engagé à en créer 100 000 par an. Or le bilan définitif de la réalisation de cette promesse se situe aux alentours de la création de 500 maisons et encore parce que certaines collectivités locales ont fourni le terrain gratuitement. Cet affligeant bilan illustre bien la politique du gouvernement qui promet, en veux-tu en voilà, la lune à nos concitoyens, mais dont les résultats sont loin d'être à la hauteur des engagements pris.

Comme cette première annonce a fait long feu, voilà Christine Boutin qui reprend la balle au bond et qui promet maintenant la maison à 15 euros par jour soit 450 euros par mois pendant 23 ans. Pour ce prix vous n'aurez que le bâti, pour le terrain vous remplirez pour 15 ans pour le financer.

D'aucuns, et non des moindres, considèrent que «*Boutin refait sous une étiquette nouvelle le coup de la maison à 100 000 euros*». En remboursant 450 euros par mois pendant vingt-trois ans, ça fait un bâti à 116 000 euros. Restera ensuite le terrain à payer.

Cette brillante proposition issue des cogitations des membres du cabinet de la Ministre risque de sombrer corps et bien, comme celle de Jean Louis Borloo, car elle ne tient aucun compte du marché de l'immobilier, du coût de la construction et du prix du foncier.

Certes, l'idée de dissocier le coût du bâti de celui du foncier est séduisante et demande sans doute à être développée, mais on va se heurter, une fois de plus, à l'insuffisance des financements de l'Etat. Les annonces de coupes sombres dans les budgets sociaux n'augurent rien de bon quant au financement du logement social et c'est vraiment prendre les Français pour des demeurés en pensant qu'ils pourraient se laisser prendre, une fois de plus, à des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient.

Le Cormoran

RÉGION BRETAGNE

Octobre 2008

Sommet mondial sur le climat à Saint-Malo

Et si les régions étaient les mieux placées pour limiter les effets du changement climatique ? Pour apporter des réponses concrètes à cette question planétaire, la Région Bretagne et le réseau nrg4SD invitent, les 29 et 30 octobre 2008 à Saint-Malo, 450 participants du monde entier (Régions, Etats, Union européenne, ONU, ONG...) à échanger et confronter leurs expériences de terrain, dans une optique de solidarité nord-sud.

Ce grand rassemblement est initié par le réseau nrg4SD (voir encadré), dont la Bretagne est membre depuis 2005. Il postule que les régions, en



prise directe avec les territoires et leurs habitants, sont les premiers témoins des évolutions du climat, mais également les plus à même de mettre en œuvre des politiques innovantes en la matière. Ayant pour vocation de faire entendre la voix des régions, le sommet de Saint-Malo marque ainsi une étape décisive dans la montée en puissance du nrg4SD.

Bretagne et Nord Sumatra sur la gestion de l'eau et des zones côtières

Au-delà d'un état des lieux scientifique et politique de la question climatique, l'ambition du Sommet de Saint-Malo est de confronter les expériences de terrain susceptibles d'être mutualisées et transférées, même si les régions sont d'entité et de cultures très différentes. Plusieurs ateliers thématiques se tiendront au Palais du Grand large, tous coordonnés par un binôme région du Nord/région du Sud, qui donneront la parole aux acteurs locaux, dans une optique de solidarité Nord/Sud. La Bretagne animera, avec Nord Sumatra (Indonésie), un atelier sur la gestion de l'eau et des zones côtières.

Un sommet intégré à l'agenda de la présidence française de l'Europe

Au cours de ces deux journées d'échange, la Bretagne et les membres du réseau auront à cœur de montrer la « valeur ajoutée » que les Régions, seules ou en partena-

riat avec d'autres autorités, peuvent apporter à la lutte contre le réchauffement climatique, tant en matière d'atténuation (limitation des gaz à effets de serre notamment) que d'adaptation aux évolutions du climat.

L'objectif du sommet est aussi d'approfondir les relations avec les organisations supranationales ou internationales. C'est pourquoi seront égale-

ment invités des représentants de gouvernements, de l'Union Européenne, de l'ONU et du PNUD.

A noter, enfin, que le sommet se déroulera pendant la présidence française de l'Union, laquelle a fait du réchauffement climatique une de ses quatre thématiques prioritaires. Le rassemblement de Saint-Malo est d'ores et déjà intégré dans le programme des événements répertoriés par Bruxelles durant cette période (1 juillet-31 décembre).



nrg4SD

Network of Regional Governments for Sustainable Development

Créé en 2002, le "réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable" rassemble 30 régions de 16 pays des 5 continents, ainsi que des réseaux de régions, notamment la CRPM (Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe), dont fait partie la Bretagne

La Déclaration de Gauteng (Afrique du Sud) a défini, en août 2002, les ambitions du réseau : elle se situe dans la lignée de la Déclaration de Rio et des objectifs du millénaire des Nations Unies. Elle précise que l'échelon régional est le plus adéquat pour œuvrer en faveur du développement durable. Le réseau s'engage ainsi à mutualiser les expériences des régions et à favoriser les collaborations proches ou lointaines. L'objectif est également de faire entendre la voix des régions dans les grandes négociations internationales relatives au développement durable et au changement climatique.

Les adhérents du nrg4SD :

Amérique latine : Brésil (São-Paulo, Goiás), Argentine (Chaco, Santa Fé), Pérou (Callao).

Europe : France (Bretagne, Réunion), Espagne (Pays Basque, Galice, Catalogne, Province de Valence, Andalousie, Aragon, Portugal (Açores), Italie (Toscane), Belgique (Wallonie, Flandres), Allemagne (Rhénanie du Nord-Westphalie), Royaume Uni (Pays de Galles), Roumanie (Tulcea), Lituanie (Kaunas).

Asie-Océanie : Indonésie (Nord Sumatra, Java Ouest, Riau), Australie (Victoria, Australie occidentale, Australie du Sud, Territoire de la Capitale de l'Australie).

Afrique : Afrique du Sud (Province du Cap), Mozambique (Sofala).

Trois réseaux régionaux : CRPM (Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe), Northern Forum et ABEMA (Brésil).

En savoir plus : www.nrg4sd.net

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr